

Art. 7. Dans l'article VII.1 du même décret l'année « 2019 » est remplacée par l'année « 2021 ».

Section 2. — Modification du décret relatif à l'enseignement fondamental

Art. 8. Dans l'article 37*vicies quinquies*, § 1 du décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental, inséré par le décret du 8 juin 2012 et modifié par le décret du 21 décembre 2018, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa premier, l'autorité scolaire, plusieurs autorités scolaires conjointement ou la LOP peuvent présenter au CLR pour le 15 décembre 2019 une proposition de procédure de préinscription pour les inscriptions de l'année scolaire 2020-2021. ».

Art. 9. Dans l'article 37*vicies sexes*, § 1 du même décret, inséré par le décret du 8 juin 2012 et modifié par le décret du 21 décembre 2018, la date « 15 février 2019 » est remplacée par la date « 31 janvier 2020 ».

Section 3. — Modification du Code de l'Enseignement secondaire

Art. 10. Dans le même code, il est inséré dans le titre 2, chapitre 1/1 un article 110/0 ainsi rédigé :

« Art. 110/0. Les dispositions des chapitres 1/1 et 1/2 ne s'appliquent plus qu'aux inscriptions dans l'enseignement secondaire pour les années scolaires 2019-2020 et 2020-2021. ».

Art. 11. Dans l'article 110/25, § 1 du Code de l'Enseignement secondaire, sanctionné par le décret du 27 mai 2011, inséré par le décret du 8 juin 2012 et modifié par le décret du 21 décembre 2018, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa premier, l'autorité scolaire, plusieurs autorités scolaires conjointement ou la LOP peuvent présenter au CLR pour le 15 décembre 2019 une proposition de procédure de préinscription pour les inscriptions de l'année scolaire 2020-2021. ».

Art. 12. Dans l'article 110/26, § 1 du même code, sanctionné par le décret du 27 mai 2011, inséré par le décret du 8 juin 2012 et modifié par le décret du 21 décembre 2018, la date « 1 mars 2019 » est remplacée par la date « 31 janvier 2020 ».

CHAPITRE 3. — *Entrée en vigueur*

Art. 13. Le présent décret produit ses effets le 1 septembre 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 novembre 2019.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand,

B. WEYTS

—
Note

Session 2019-2020

- Proposition de décret : 115 - N° 1

- Texte adopté en séance plénière : 115 - N° 2

Annales - Discussion et adoption : Séance du 13 novembre 2019.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/205668]

14 NOVEMBRE 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juillet 2017 relatif au classement des carcasses de bovins et de porcs

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et concernant l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine et abrogeant le règlement (CE) n[00ba] 820/97 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CÉE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil;

Vu le règlement délégué (UE) n° 2017/1182 de la Commission du 20 avril 2017 complétant le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil, en ce qui concerne les grilles utilisées dans l'Union pour le classement des carcasses de bovins, de porcs et d'ovins, ainsi que la communication des prix de marché pour certaines catégories de carcasses et d'animaux vivants;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 2017/1184 de la Commission du 20 avril 2017 fixant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil, en ce qui concerne les grilles utilisées dans l'Union pour le classement des carcasses de bovins, de porcs et d'ovins, ainsi que la communication des prix de marché de certaines catégories de carcasses et d'animaux vivants;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.164, alinéa 1^{er}, et D.170;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juillet 2017 relatif au classement des carcasses de bovins et de porcs;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 23 mai 2019 approuvée le 3 juin 2019;

Vu le rapport du 10 mai 2019 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 66.534/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 septembre 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juillet 2017 relatif au classement des carcasses de bovins et de porcs, les modifications suivantes sont apportées :

a) les 7^o à 10^o sont remplacés par ce qui suit :

" 7^o le règlement n° 1308/2013 : le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil;

8^o le règlement n° 2017/1182 : le règlement délégué (UE) n° 2017/1182 de la Commission du 20 avril 2017 complétant le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil, en ce qui concerne les grilles utilisées dans l'Union pour le classement des carcasses de bovins, de porcs et d'ovins, ainsi que la communication des prix de marché pour certaines catégories de carcasses et d'animaux vivants;

9^o le règlement n° 2017/1184 : le règlement d'exécution (UE) n° 2017/1184 de la Commission du 20 avril 2017 fixant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil, en ce qui concerne les grilles utilisées dans l'Union pour le classement des carcasses de bovins, de porcs et d'ovins, ainsi que la communication des prix de marché de certaines catégories de carcasses et d'animaux vivants;

10^o le Service : la Direction de la Qualité et du Bien-être animal au sein de l'administration au sens de l'article D.3, 3^o, du Code; »;

b) il est complété par un 11^o rédigé comme suit :

« 11^o l'inspecteur général : l'inspecteur général du Département du Développement, de la Ruralité, des Cours d'eau et du Bien-être animal au sein de l'administration au sens de l'article D.3, 3^o, du Code. ».

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

" § 3. Pour chaque bovin, l'abattoir soumis au classement de carcasse mesure et enregistre le poids à vif avant abattage au moyen d'un appareillage étalonné, reconnu conforme aux normes légales en vigueur.

L'abattoir, qui n'est pas en mesure de respecter les obligations visées à l'alinéa 1^{er} à la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, introduit auprès du Service dans un délai maximal de 3 mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté un plan motivé de mise en conformité. ».

Art. 3. Dans l'article 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « règlement n° 1249/2008 » sont remplacés par les mots « règlement n° 2017/1182 ».

Art. 4. L'article 5 du même arrêté est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Une vidéosurveillance est installée sur la chaîne d'abattage à l'endroit du pesage, dont les images sont conservées pendant trente jours à dater de leur enregistrement et mises à disposition sur demande de l'Organisme de contrôle ou du Service. ».

Art. 5. Dans l'article 6, § 1^{er}, du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Conformément à l'article 8 du règlement n° 2017/1182, le marquage de la carcasse est opéré par apposition d'une étiquette. ».

Art. 6. Dans le même arrêté, il est inséré un article 6/1 rédigé comme suit :

« Art. 6/1. L'abattoir met en place un système permettant de réaliser dans un délai de vingt-quatre heures après le classement, sur demande de l'Organisme de contrôle ou du Service, une nouvelle pesée d'une carcasse classée, qu'elle soit entière ou découpée en quartiers. ».

Art. 7. Dans l'article 15 du même arrêté, l'ensemble de l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Les carcasses sont marquées conformément à l'article 8 du règlement n° 2017/1182. ».

Art. 8. Dans l'article 22, § 2, du même arrêté, les mots « l'article 7, 2^o, du règlement n° 1249/2008 » sont remplacés par les mots « l'article 1^{er} du règlement n° 2017/1184. ».

Art. 9. Dans l'article 23 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « et au plus tard le jour ouvrable suivant l'abattage, le résultat du classement des carcasses » sont remplacés par les mots « le jour même de l'abattage, le résultat du classement des carcasses concernées »;

b) le 1^o est complété par un o) rédigé comme suit :

« o) le poids à vif. ».

Art. 10. A l'article 24, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, est complété par un i) rédigé comme suit :

« i) le poids à vif. »;

2^o dans le paragraphe 2 les mots « l'annexe 3 du règlement n° 1249/2008 » sont remplacés par les mots « l'annexe du règlement n° 2017/1184. ».

Art. 11. Dans l'article 30, alinéa 2, du même arrêté, le 11^o est remplacé par ce qui suit :

« 11^o la procédure de recours à suivre en cas de plainte du producteur ou du fournisseur, prévoyant notamment la transmission immédiate de la plainte à l'Organisme de contrôle, et de la suite donnée à la plainte par l'abattoir; ».

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 2, 4 et 6, qui entrent en vigueur six mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 13. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 novembre 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du Territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/205668]

14. NOVEMBER 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Juli 2017 zur Einstufung der Schlachtkörper von Rindern und Schweinen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1760/2000 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Juli 2000 zur Einführung eines Systems zur Kennzeichnung und Registrierung von Rindern und über die Etikettierung von Rindfleisch und Rindfleischerzeugnissen sowie zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 820/97 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) 2017/1182 der Kommission vom 20. April 2017 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf die Handelsklassenschemata der Union für Schlachtkörper von Rindern, Schweinen und Schafen und zur Meldung der Marktpreise für bestimmte Kategorien von Schlachtkörpern und lebenden Tieren;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) 2017/1184 der Kommission vom 20. April 2017 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf die Handelsklassenschemata der Union für Schlachtkörper von Rindern, Schweinen und Schafen und auf die Meldung der Marktpreise für bestimmte Kategorien von Schlachtkörpern und lebenden Tieren;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.164 Absatz 1 und D.170;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Juli 2017 zur Einstufung der Schlachtkörper von Rindern und Schweinen;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 23. Mai 2019, die am 3. Juni 2019 genehmigt worden ist;

Aufgrund des Berichts vom 10. Mai 2019, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 18. September 2019 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 66.534/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1. Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Juli 2017 zur Einstufung der Schlachtkörper von Rindern und Schweinen wird wie folgt abgeändert:

a) die Ziffern 7 bis 10 werden durch das Folgende ersetzt:

7° Verordnung Nr. 1308/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates;

8° Verordnung Nr. 2017/1182: die delegierte Verordnung (EU) 2017/1182 der Kommission vom 20. April 2017 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf die Handelsklassenschemata der Union für Schlachtkörper von Rindern, Schweinen und Schafen und zur Meldung der Marktpreise für bestimmte Kategorien von Schlachtkörpern und lebenden Tieren;

9° Verordnung Nr. 2017/1184: die Durchführungsverordnung (EU) Nr. 2017/1184 der Kommission vom 20. April 2017 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf die Handelsklassenschemata der Union für Schlachtkörper von Rindern, Schweinen und Schafen und auf die Meldung der Marktpreise für bestimmte Kategorien von Schlachtkörpern und lebenden Tieren;

10° Dienststelle: die Direktion der Qualität und des Tierschutzes innerhalb der Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Gesetzbuches;";

b) es wird eine Ziffer 11 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"11° Generalinspektor: der Generalinspektor der Abteilung Entwicklung, ländliche Angelegenheiten, Wasserläufe und Tierschutz innerhalb der Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Gesetzbuches."

Art. 2. Artikel 2 desselben Erlasses wird durch einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 3. Für jedes Rind erfasst und registriert der Schlachtbetrieb, der der Verpflichtung unterliegt, Schlachtkörper einzustufen, das Lebendgewicht vor dem Schlachten anhand eines kalibrierten Geräts, das als den geltenden gesetzlichen Normen entsprechend anerkannt ist.

Der Schlachthof, der zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Paragraphen nicht in der Lage ist, den in Absatz 1 genannten Verpflichtungen nachzukommen, legt der Dienststelle innerhalb einer Frist von höchstens drei Monaten nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses einen mit Gründen versehenen Nachrüstungsplan vor.“

Art. 3. In Artikel 4 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge “Verordnung (EU) Nr. 1249/2008” durch die Wortfolge “Verordnung (EU) Nr. 2017/1182” ersetzt.

Art. 4. Artikel 5 desselben Erlasses wird durch einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 3. Die Videoüberwachung ist in der Schlachtlinie am Wiegeplatz installiert. Ihre Bilder werden dreißig Tage ab dem Datum der Aufzeichnung aufbewahrt und auf Antrag der Kontrolleinrichtung oder der Dienststelle zur Verfügung gestellt.“

Art. 5. In Artikel 6 § 1 desselben Erlasses wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

“Gemäß Artikel 8 der Verordnung (EU) Nr. 2017/1182 erfolgt die Kennzeichnung von Schlachtkörpern durch das Anbringen eines Etiketts.“

Art. 6. In denselben Erlass wird ein Artikel 6/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 6/1 - Der Schlachtbetrieb richtet ein System ein, um auf Antrag der Kontrolleinrichtung oder der Dienststelle innerhalb von 24 Stunden nach der Einstufung ein neues Wiegen eines eingestufteten Schlachtkörpers, ganz oder in Viertel zerlegt, durchzuführen.“

Art. 7. In Artikel 15 desselben Erlasses wird Absatz 1 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

“Die Schlachtkörper werden in Übereinstimmung mit Artikel 8 der Verordnung (EWG) Nr. 2017/1182 gekennzeichnet.“

Art. 8. In Artikel 22 § 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge “Art. 7 Ziffer 2 der Verordnung Nr. 1249/2008” durch die Wortfolge “Art. 1 der Verordnung Nr. 2017/1184” ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 23 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge “und spätestens am ersten Arbeitstag nach dem Schlachten das Ergebnis der Einstufung der Schlachtkörper” wird durch die Wortfolge “am Schlachttag das Ergebnis der Einstufung der betreffenden Schlachtkörper” ersetzt;

b) Ziffer 1 wird durch einen Buchstaben o) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“o) das Lebendgewicht.“

Art. 9. Artikel 24 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 1 wird durch einen Buchstaben i) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“i) das Lebendgewicht.“;

2° unter Paragraph 2 wird die Wortfolge “Anhang 3 der Verordnung Nr. 1249/2008” durch die Wortfolge “Anhang 3 der Verordnung Nr. 2017/1184” ersetzt.

Art. 10. In Artikel 30 Absatz 2 desselben Erlasses wird Ziffer 11 durch Folgendes ersetzt:

11° das Verfahren im Falle einer Beschwerde des Erzeugers oder des Lieferanten, das unter anderem die sofortige Übermittlung der Beschwerde an die Kontrolleinrichtung vorsieht, sowie die weitere Behandlung der Beschwerde durch den Schlachtbetrieb;“.

Art. 11. Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des Monats, der auf den Monat der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 2, 4 und 6, die sechs Monate nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses in Kraft treten.

Art. 12. Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. November 2019

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RÜPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung,
Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/205668]

14 NOVEMBER 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 juli 2017 betreffende de indeling van runder- en varkensarkassen

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1760/2000 van het Europees Parlement en de Raad van 17 juli 2000 tot vaststelling van een identificatie- en registratieregeling voor runderen en inzake de etikettering van rundvlees en rundvleesproducten en tot opheffing van verordening nr. 820/97 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad;

Gelet op gedelegeerde Verordening (EU) nr. 2017/1182 van de Commissie van 20 april 2017 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de schema's van de Unie voor de indeling van runder-, varkens- en schapenkarkassen en wat betreft de mededeling van de marktprijzen voor bepaalde categorieën karkassen en levende dieren;

Gelet op uitvoeringsverordening (EU) nr. 2017/1184 van de Commissie van 20 april 2017 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de schema's van de Unie voor de indeling van runder-, varkens- en schapenkarkassen en wat betreft de mededeling van marktprijzen voor bepaalde categorieën karkassen en levende dieren;

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.164, lid 1, en D.170;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 juli 2017 betreffende de indeling van runder- en varkenskarkassen;

Gelet op het overleg tussen de Gewestelijke Regeringen en de Federale overheid van 23 mei 2019, goedgekeurd op 3 juni 2019;

Gelet op het rapport van 10 mei 2019, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies 66.534/4 van de Raad van State, gegeven op 18 september 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 6 juli 2017 betreffende de indeling van runder- en varkenskarkassen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de punten 7° tot 10° worden vervangen door wat volgt:

7° Verordening nr. 1308/2013: Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad;

8° Verordening nr. 2017/1182: gedelegeerde Verordening (EU) nr. 2017/1182 van de Commissie van 20 april 2017 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de schema's van de Unie voor de indeling van runder-, varkens- en schapenkarkassen en wat betreft de mededeling van de marktprijzen voor bepaalde categorieën karkassen en levende dieren;

9° Verordening nr. 2017/1184: uitvoeringsverordening (EU) nr. 2017/1184 van de Commissie van 20 april 2017 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de schema's van de Unie voor de indeling van runder-, varkens- en schapenkarkassen en wat betreft de mededeling van marktprijzen voor bepaalde categorieën karkassen en levende dieren;

10° de Dienst: de Directie Kwaliteit en Dierenwelzijn binnen de administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Wetboek;

b) het wordt aangevuld met een punt 11°, luidend als volgt:

11° de inspecteur-generaal : de inspecteur-generaal van het Departement Ontwikkeling, Landelijke Aangelegenheden, Waterlopen en Dierenwelzijn binnen de administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Wetboek."

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een paragraaf 3 luidend als volgt :

" § 3. Voor elk rund meet en registreert het slachthuis waarvoor de karkasindeling geldt, het levend gewicht vóór het slachten met geijkte apparatuur die erkend is als zijnde in overeenstemming met de geldende wettelijke normen.

Het slachthuis, dat op de datum van inwerkingtreding van dit paragraaf niet in staat is de verplichtingen bedoeld in het eerste lid na te komen, dient binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit een met redenen omkleed plan voor het conform maken in bij de Dienst.

Art. 3. In artikel 4, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "Verordening nr. 1249/2008" vervangen door de woorden "Verordening nr. 2017/1182".

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een paragraaf 3 luidend als volgt :

" § 3. Een videobewaking wordt geïnstalleerd op de slachtlijn op de weeglocatie. De beelden van deze videobewaking worden gedurende 30 dagen na de datum van registratie bewaard en op verzoek van de Controle-instelling of de Dienst ter beschikking gesteld.

Art. 5. In artikel 6, § 1, van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen door wat volgt:

"Overeenkomstig artikel 8 van Verordening nr. 2017/1182, gebeurt het merken door middel van een etiket."

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 6/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 6/1. Het slachthuis zet een systeem op om binnen 24 uur na de indeling op verzoek van de Controle-instelling of de Dienst een nieuwe weging van een ingedeelde karkas, in zijn geheel of in kwartier, uit te voeren.

Art. 7. In artikel 15 van hetzelfde besluit wordt het geheel van het eerste lid vervangen door wat volgt:

"De karkassen worden gemerkt overeenkomstig artikel 8 van Verordening nr. 2017/1182."

Art. 8. In artikel 22, § 2, van hetzelfde besluit, worden de woorden "in artikel 7, 2°, van Verordening (EEG) nr 1249/2008" vervangen door de woorden "in artikel 1 van Verordening nr. 2017/1184".

Art. 9. In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "uiterlijk de werkdag volgend op het slachten, het resultaat van de indeling van de karkassen mee" worden vervangen door de woorden "op de dag van de slacht, het resultaat van de indeling van de betrokken karkassen mee";

b) punt 1° wordt aangevuld met een punt o), luidend als volgt:

"o) het levend gewicht."

Art. 10. In artikel 24 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, eerste lid, 1°, wordt aangevuld met een punt i) luidend als volgt :

"i) het levend gewicht.";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "in bijlage 3 van Verordening nr. 1249/2008" vervangen door de woorden "in de bijlage van Verordening nr. 2017/1184".

Art. 11. In artikel 30, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt punt 11° vervangen door wat volgt:

"11° de beroepsprocedure die gevolgd moet worden bij klacht van de producent of de leverancier, met inbegrip van de onmiddellijke doorzending van de klacht aan de controle-instelling, en het gevolg dat door het slachthuis aan de klacht wordt gegeven;"

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 2, 4 en 6, die zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit in werking treden.

Art. 13. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 november 2019.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS



SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/205682]

14 NOVEMBRE 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon reconnaissant comme calamité publique les inondations du 19 mai 2019 et délimitant son étendue géographique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1^{er}, II, 5°, modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu le décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques, l'article 1^{er}, 1°, et l'article 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016 portant exécution du décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques, les articles 2 à 4;

Vu l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016 portant exécution du décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques déterminant les critères physiques de reconnaissance d'une calamité naturelle publique;

Vu la demande des bourgmestres de Fernelmont, Gembloux, Hannut, La Bruyère et Namur relative à l'importance des dégâts provoqués par les inondations du 19 mai 2019 ainsi qu'au nombre de sinistrés;

Considérant que ce phénomène naturel a touché le 19 mai 2019 les provinces de Namur et de Liège;

Considérant le rapport technique du 26 juillet 2019 rédigé par le Centre régional de crise de Wallonie;

Considérant que les inondations survenues le 19 mai 2019 sur le territoire de la commune d'Hannut ne présentent pas un caractère exceptionnel au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016 susvisé;

Considérant que les inondations survenues le 19 mai 2019 sur le territoire des communes de Fernelmont, Gembloux, La Bruyère et Namur présentent un caractère exceptionnel au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juillet 2016 portant exécution du décret du 26 mai 2016 relatif à la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles publiques;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 octobre 2019;